

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00885

Numéro SIREN : 552 012 031

Nom ou dénomination : ROCHE

Ce dépôt a été enregistré le 12/07/2021 sous le numéro de dépôt 36353

ROCHE

4 Cours de l'Île Seguin

92650 BOULOGNE BILLANCOURT

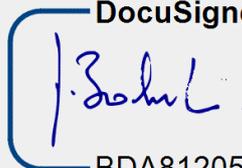
Comptes au 31/12/2020

CERTIFIE CONFORME

Jean-François Brochard

President Roche pharma France

DocuSigned by:



BDA812059C4B402...

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits significatifs de l'exercice 2020	12
Evénements post clotures	16
Immobilisations	17
Eléments du fonds commercial	18
Amortissements	19
Tableau immobilisations	20
Provisions et dépréciations	21
Créances et dettes	22
Charges à payer	23
Produits à recevoir	24
Document	25
Composition du capital social	25
Variation des capitaux propres	26
Provisions pour risques et charges	27
Ventilation du chiffre d'affaires	28
Transfert de charges	29
Charges et produits exceptionnels	30
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	31
Situation fiscale différée et latente	32
Effectif moyen	33
Document	34
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	34
Filiales et participations	35
Honoraires CAC_2020	36

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 793 842	2 793 842		
Fonds commercial	66 647 869	63 047 864	3 600 005	8 641 313
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	69 481		69 481	69 481
Constructions	116 659	116 659		29 167
Installations techniques, matériel, outillage	22 246	22 246		
Autres immobilisations corporelles	9 553 236	397 060	9 156 176	2 210 084
Immobilisations en cours	2 797 237		2 797 237	737 051
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 000		10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 570 784		6 570 784	6 654 004
Autres immobilisations financières	1 728 637		1 728 637	4 127 575
ACTIF IMMOBILISE	90 309 990	66 377 670	23 932 320	22 478 676
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	256 410		256 410	19 908
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				1 630 648
Marchandises	188 349 442	3 359 993	184 989 449	180 274 910
Avances et acomptes versés sur commandes	1 779 768		1 779 768	2 953 176
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	170 867 772	2 452 478	168 415 294	177 781 067
Autres créances	247 458 667		247 458 667	220 013 474
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	3 963 346		3 963 346	2 488 883
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 618 480		4 618 480	1 554 832
ACTIF CIRCULANT	617 293 885	5 812 470	611 481 415	586 716 899
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	707 603 875	72 190 141	635 413 734	609 195 575

Rubriques		31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé :	38 168 896)	38 168 896	38 168 896
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	134 869	134 869
Réserve légale		3 816 890	3 816 890
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4 038 623	12 638 728
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		17 267 117	21 399 895
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		63 426 395	76 159 278
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		14 420 650	11 812 419
Provisions pour charges		29 237 689	27 655 435
PROVISIONS		43 658 340	39 467 855
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			4 493
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	25 479 125	26 111 127
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		158 948 501	218 204 063
Dettes fiscales et sociales		327 878 490	231 891 452
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		16 022 883	17 357 307
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		528 328 999	493 568 443
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		635 413 734	609 195 575

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	1 061 147 529		1 061 147 529	999 905 261
Production vendue de biens				
Production vendue de services	222 656		222 656	53 100
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 061 370 185		1 061 370 185	999 958 361
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			15 846 697	17 911 395
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 746 122	15 996 847
Autres produits			90 392 671	92 045 372
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 171 355 675	1 125 911 975
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			878 637 033	828 275 542
Variation de stock (marchandises)			-8 658 976	-12 907 493
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			439 096	102 253
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-429 149	-97 513
Autres achats et charges externes			106 356 803	126 719 216
Impôts, taxes et versements assimilés			42 494 381	34 711 971
Salaires et traitements			60 083 407	62 301 182
Charges sociales			28 190 691	25 667 184
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 352 281	1 834 332
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			5 041 308	5 041 308
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 629 140	2 948 417
Dotations aux provisions			5 849 031	8 390 514
Autres charges			1 741 279	1 792 478
CHARGES D'EXPLOITATION			1 126 726 324	1 084 779 390
RESULTAT D'EXPLOITATION			44 629 351	41 132 585
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 500 000	2 000 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			15 186	6 644
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			6 403	21 894
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 521 590	2 028 539
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			242 134	398 428
Intérêts et charges assimilées			1 817 084	1 786 965
Différences négatives de change			2 426	21 788
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 061 644	2 207 181
RESULTAT FINANCIER			-540 054	-178 643
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			44 089 297	40 953 942

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 889 134	19 951 181
Produits exceptionnels sur opérations en capital	180 507	36 540
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	21 069 641	19 987 721
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 488 732	19 334 605
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	629 126	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 117 858	19 334 605
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-48 217	653 116
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 401 084	7 151 371
Impôts sur les bénéfices	16 372 879	13 055 793
TOTAL DES PRODUITS	1 193 946 906	1 147 928 235
TOTAL DES CHARGES	1 176 679 789	1 126 528 341
BENEFICE OU PERTE	17 267 117	21 399 895

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES ET CONVENTIONS GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/20 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Nous appliquons depuis 2005 :

- le Règl. (GRC) n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs,
- le Règl. (GRC) n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs,

Règlement relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux :

L'application au 1^{er} janvier 2017 du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 n'a pas eu d'incidence sur les comptes au 31 décembre 2020..

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont été réévaluées.

Les titres de participation ont été enregistrés à leur coût d'acquisition et sont éventuellement dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité dès lors que la dépréciation est devenue permanente.

Nous retenons comme résultat exceptionnel la notion d'éléments extraordinaires. Nous nous sommes aidés des propositions du Conseil National de la Comptabilité et de la recommandation de l'OECCA à ce sujet, visant toutes deux à rattacher les produits et les charges, bien qu'exceptionnels, aux opérations d'exploitation si leur caractère ordinaire prévaut.

2. PERMANENCE OU CHANGEMENTS DE METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. INTEGRATION FISCALE

Roche S.A.S. est la société tête de groupe d'intégration fiscale formé avec la société Institut Roche S.A.S. En vertu de la convention d'intégration fiscale, chaque entité est placée dans la situation qui aurait été la sienne sans intégration fiscale.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

4. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état pour l'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'utilisation retenues à compter du 1er janvier 2007 sont les suivantes :

Agencements, aménagements terrain :	120 mois
Bâtiments :	300 mois
Agencements, aménagements des bâtiments :	120 mois
Installations techniques :	180 mois
Matériel :	120 mois
Véhicules :	60 mois
Autres véhicules :	96 mois
Matériel de bureau :	72 mois
Matériel informatique :	36 mois
Matériel informatique périphérique :	72 mois
Mobilier :	120 mois

TITRES IMMOBILISEES

L'évaluation des titres en portefeuille est conduite en valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES IMMOBILISEES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évaluées en général à leur valeur nominale.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire d'achat moyen pondéré. Les stocks ont le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change utilisé par le groupe.

Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écart de conversion actif ou passif.

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Au 31/12/20, aucun écart de conversion actif ou passif n'a été constaté dans les comptes.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier est susceptible de donner lieu.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés au compte de résultat.

* Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues :

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle.

Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées au prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème le plus favorable pour les salariés, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique, et du salaire en fin de carrière.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour les indemnités de fin de carrière sont :

- Taux d'actualisation 1,00%
- Taux d'inflation long terme 1,30%
- Table de mortalité INSEE TD/TV 2014-2016
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 2,50%
- Type de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 47,10%
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux ci-dessus ont été acquis auprès de Roche Diagnostics en 2003 et auprès de la société Intermune en 2015 et concernent l'activité de ventes de produits pharmaceutiques. Ils font l'objet d'un amortissement annuel sur la durée prévue d'exploitation des spécialités pharmaceutiques.

Cette durée étant finie et prévisible, l'application du règlement 2015-06 de l'ANC n'a pas eu d'incidence sur le traitement comptable de ces fonds commerciaux qui continuent à être amortis sur une durée de 16 ans.

Par ailleurs la société apprécie chaque année s'il existe des facteurs de perte de valeur. En cas de perte de valeur jugée durable, une dépréciation est constituée pour la différence entre la valeur nette comptable du fonds et sa valeur d'utilité.

La dotation aux amortissements comptabilisée au titre de l'exercice 2020 s'élève à 5Me amenant l'amortissement cumulé à 63 M€.

Aucun indice de dépréciation n'a été identifié par la société au 31 décembre 2020.

Faits marquants de l'exercice 2020

Les faits marquants de l'exercice ont été les suivants :

1.1 Evolution des plans de réorganisation au cours de l'exercice

En application du contrat de distribution entre la société et le groupe, les frais de restructurations sont intégralement refacturés au Groupe à l'exception du plan « Next ». (INTERMUNE)

Les charges correspondant à ces plans sont reclassées en charges exceptionnelles et les refacturations au groupe en produits exceptionnels.

Les plans en cours au 31 décembre 2020 sont les suivants :

Plan de cessation des activités de promotion en direction des Médecins Généralistes mis en place en 2010 (OPEX):

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0.7 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan a été doté de 0,4 millions d'euros supplémentaires en 2020.

Le plan s'élevait à 52 millions d'euros dont 0,6 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Fermeture du site de Strasbourg :

Dans le cadre de la restructuration des activités de recherche précoce du groupe Roche, le site de Strasbourg a été fermé le 31 juillet 2013. Les conséquences financières négatives résultant de la cessation de l'activité sont intégralement refacturées au groupe.

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0.12 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 10.5 qui a été pleinement utilisé en 2020

Réorganisation des forces de vente (One Europe) :

Au cours de l'année 2013, une réorganisation du terrain a été menée, visant à rationaliser l'organisation des forces de vente. Le 15 Octobre 2013, un accord a été signé avec les organisations syndicales sur cette nouvelle organisation, validant les mesures envisagées de Cessation Anticipée d'Activité et de départs volontaires. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Par rapport à la valeur de clôture à fin 2019, en 2020 une nouvelle dotation de 1,7 million était nécessaire de laquelle 0.8 millions d'euros était refacturées au groupe sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 29 millions d'euros dont 1.3 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Réorganisation au siège (Next I) en janvier 2015 :

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros, dont 5 millions seront à prendre en charge par la société Roche. Les 5 millions à prendre en charge par Roche ont été atteints et ce plan a été refacturé en fin d'année 2017.

Par rapport à la valeur de clôture 2019 (0,9 million d'euros), une dotation supplémentaire de 1 million était nécessaire en 2020, dont 0,56 million était refacturées au groupe.

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros dont 1,4 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Redéploiement des ressources terrain (Next II) :

En décembre 2014, un projet de redéploiement des ressources terrain a été annoncé aux partenaires sociaux pour une mise œuvre Mai 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 3.2 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 33 millions d'euros dont 6,4 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Externalisation de l'activité de monitoring (Sourcing Strategy) :

En avril 2014, le Groupe a décidé de choisir Quintiles comme unique prestataire et de lui confier l'ensemble des activités de monitoring. Ce projet a été mis en œuvre en février 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,57 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan a été doté de 0,2 millions d'euros supplémentaires en 2020.

Le plan s'élevait à environ 6 millions d'euros dont 0,7 million d'euros reste à engager au 31/12/2020.

Redéploiement de l'activité logistique et externalisation des activités su site de distribution de Rosny en 2015 :

Le groupe a décidé de choisir Movianto comme prestataire et de lui confier l'activité logistique qui était gérée par le site de Rosny. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 1,3 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 21 millions d'euros dont 2,2 millions d'euros reste à engager au 31/12/2020.

Réorganisation au siège : « GRP66 » :

Au cours du dernier trimestre 2017, Roche a décidé de revoir sa structure organisationnelle et ses ressources afin d'adapter l'entreprise aux nouveaux enjeux de la santé en la dotant des compétences nécessaires pour construire la santé de demain.

Au 31 décembre 2017, le montant de ces mesures a été estimé à 146 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe. Le plan a été doté de 4,6 millions d'euros supplémentaires en 2018.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 13 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 150 millions d'euros dont 13.4 millions d'euros reste à engager au 31/12/2020.

RAMP : « GRP18 »

C'est le plan de restructuration pour le transfert des activités de comptabilité du site français vers le SSC en Hongrie. Les coûts qui seront engagés à ce titre seront entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2020.

1.2 Clause de sauvegarde :

Depuis 2015, l'industrie pharmaceutique est soumise à une nouvelle contribution dont le calcul intrinsèque est partiellement basé sur l'atteinte d'un objectif collectif de limitation des dépenses liées au médicament, rendant l'estimation de cette contribution particulièrement difficile.

Suite à une évaluation par un cabinet indépendant courant 2020, la provision pour couvrir cette contribution a été arrêtée dans les comptes à 5 millions d'euros, soit un montant identique à 2019.

1.3 Immeuble Angle :

La Société a emménagé dans son nouveau siège social le 2 octobre 2020.

Suite à la crise sanitaire liée à la Covid 19, les travaux ont été interrompus quelques mois, puis freinés par les mesures de protection prises sur le site. Le montant des travaux et des achats de matériels et mobiliers réalisés à l'Angle en 2020 s'élèvent à 12 millions d'euros.

Le bail du siège social précédent a pris fin le 31 août 2020. Une indemnité transactionnelle de 5 millions d'euros a été versée en mars 2020 au bailleur GECINA. Cette indemnité de sortie, refacturée au groupe est donc sans incidence sur le compte de résultat 2020 de la société.

1.4 Charges constatées d'avance :

Les charges constatées d'avance sont liées au report des dépenses de congrès pour 0,7 millions d'euros suite à la crise sanitaire du Covid 19 et aux commandes de médicaments en transit pour 3,9 millions d'euros.

1.5 Litige « Avastin » devant l'Autorité de la Concurrence

L'Autorité de la Concurrence (ADLC) a adressé ses griefs à la société Roche, Genentech et Hoffmann-la Roche (Groupe Roche) et Novartis en date du 24 janvier 2019. Roche et Genentech sont suspectés par l'ADLC d'abus de position dominante collective sur le marché français du traitement de la DMLA. Le Groupe Roche a répondu aux griefs en date du 1er avril 2019.

Le 9 septembre 2020, l'Autorité de la Concurrence a notifié à Roche France, Genentech et Roche Holding, leur condamnation conjointe et solidaire à payer une amende de 59 748 726 €.

L'amende a été intégralement payée par le groupe Roche.

Le 15 octobre 2020, le groupe Roche a introduit un recours contre cette décision et a déposé le 27 novembre 2020 son mémoire à l'appui de l'appel.

La décision de la Cour sur cet appel est attendue au cours du 1^{er} semestre 2022.

Le Ministère de l'Economie n'ayant pas interjeté appel de la décision de condamnation du 9 septembre 2020 de l'Autorité de la Concurrence, l'amende en appel ne pourra être révisée qu'à la baisse et ne pourra donc pas être augmentée.

Depuis le 31 décembre 2020, date de clôture du dernier exercice, il est à noter :

La société s'est vu notifier le 12 février 2021, une vérification de comptabilité de l'ensemble de ses déclarations fiscales, ainsi que de toute opérations susceptibles d'être examinée, portant sur la période du 1/1/2018 au 31/12/2019, ainsi que sur le crédit d'impôt recherche de 2017. Le contrôle fiscal est en cours depuis le 15 mars 2021.

La migration de certaines activités relatives au département finance au SSC de Roche à Budapest à compter du 10 décembre 2020 à engendrer une restructuration. Les coûts qui seront engagés à ce titre seront entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2020.

La poursuite de la crise sanitaire liée à la Covid 19 devrait avoir pour Roche, en 2021 comme en 2020, un impact limité sur l'activité de la filiale Ces impacts seront appréhendés au fur et à mesure de l'évolution de la situation. La campagne de vaccination massive devrait permettre de mettre un terme à la crise sanitaire au troisième trimestre 2021.

La crise sanitaire et son évolution sur les mois à venir n'a pas d'impact à ce jour sur la trésorerie de la société et sur la continuité de son exploitation.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 445 548		3 837
Terrains	69 481		
	Dont composants		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	168 754		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	154 127		
Installations générales, agenc., aménag.	10 246 715		5 267 672
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 052 909		3 901 983
Immobilisations corporelles en cours	737 051		11 472 591
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 429 037		20 642 246
Autres participations	10 000		
Prêts et autres immobilisations financières	10 781 580		334 272
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 791 580		334 272
TOTAL GENERAL	98 666 165		20 980 354

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		7 674	69 441 711	
Terrains			69 481	
Constructions, installations générales, agenc.		52 095	116 659	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		131 881	22 246	
Installations générales, agencements divers		10 246 715	5 267 672	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 669 328	4 285 564	
Immobilisations corporelles en cours		9 412 405	2 797 237	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		26 512 424	12 558 859	
Autres participations			10 000	
Prêts et autres immobilisations financières		2 816 431	8 299 421	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 816 431	8 309 421	
TOTAL GENERAL		29 336 529	90 309 990	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 797 678		3 837	2 793 841
Constructions installations générales, agenc., aménag.	139 586	7 586	30 514	116 658
Installations techniques, matériel et outillage industriels	154 127		131 881	22 246
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 235 457	1 843 614	10 980 866	98 206
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 854 082	501 079	6 056 307	298 853
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 383 253	2 352 280	17 199 569	535 964
TOTAL GENERAL	18 180 932	2 352 280	17 203 406	3 329 806

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exer.	Acquisitions	Virem	Cession	Fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	69 445 547	3 837		7 674	69 441 710
Terrains	69 480				69 480
Const. Install. générales, agenc., aménag	168 753			52 094	116 658
Install. techniques, matériel et outillage ind.	154 127			131 881	22 246
Installations générales, agenc., aménag.	10 246 715	5 267 672		10 246 715	5 267 672
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 052 908	3 901 983		6 669 327	4 285 564
Immobilisations corporelles en cours	737 050	11 472 590		9 412 404	2 797 236
Sous-total : immobilisations corporelles	18 429 033	20 642 245	-	26 512 421	12 558 856
Autres participations	10 000				10 000
Prêts et autres immobilisations financières	10 781 579	334 271		2 816 430	8 299 420
Sous-total : immobilisations financières	10 791 579	334 271	-	2 816 430	8 309 420
Total général :	98 666 159	20 980 353	-	29 336 525	90 309 986

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	11 812 419	3 578 308	970 077	14 420 650
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	27 648 635	2 270 723	688 468	29 230 889
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	6 800			6 800
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	39 467 855	5 849 031	1 658 546	43 658 340
Dépréciations immobilisations incorporelles	58 006 556	5 041 308		63 047 864
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	652 743	4 216 783	1 509 534	3 359 993
Dépréciations comptes clients	2 420 115	412 357	379 994	2 452 478
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	61 079 414	9 670 448	1 889 528	68 860 334
TOTAL GENERAL	100 547 269	15 519 479	3 548 074	112 518 674
Dotations et reprises d'exploitation		15 277 345	3 548 074	
Dotations et reprises financières		242 134		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 570 784	268 488	6 302 296
Autres immobilisations financières	1 728 637	1	1 728 636
Clients douteux ou litigieux	1 597 439	1 597 439	
Autres créances clients	169 270 333	169 270 333	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 000	9 000	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	3 778 380	3 778 380	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 055 424	1 055 424	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	241 250 563	241 250 563	
Débiteurs divers	1 365 301	1 365 301	
Charges constatées d'avance	4 618 480	4 618 480	
TOTAL GENERAL	431 244 339	423 213 408	8 030 932
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	303 399		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	386 620		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	25 479 125	5 508 493	19 970 632	
Fournisseurs et comptes rattachés	158 948 501	158 948 501		
Personnel et comptes rattachés	22 495 318	22 495 318		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	299 247 265	299 247 265		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	92 369	92 369		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	6 043 538	6 043 538		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	16 022 883	16 022 883		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	528 328 999	508 358 368	19 970 632	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	23 811 307			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	24 443 309			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100021	SAP - FACTURES NON PARVENUES ATT/AJ	48 513,60		48 513,60
408100023	SAP - FACTURES NON PARVENUES FNP	210,00	28,94	181,06
408100099	FACTURES NON PARVENUES GL	57 335 671,12	68 081 920,27	-10 746 249,15
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		57 384 394,72	68 081 949,21	-10 697 554,49
AUTRES DETTES				
419800001	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	-463 261,86	466 348,86	-929 610,72
419800002	PROVISION D'ESCOMPTE CLIENTS TRADE	609 353,63	208 292,03	401 061,60
419800003	PROVISION RRRRA CLIENTS TRADE	10 961 195,13	10 707 157,79	254 037,34
468600001	CHARGES A PAYER - DIVERS	2 733 408,00	3 583 839,56	-850 431,56
468600016	Charges à payer locations - IFRS16	109 093,80	-193 466,66	302 560,46
TOTAL AUTRES DETTES		13 949 788,70	14 772 171,58	-822 382,88
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200001	PROVISIONS POUR CONGES PAYES	5 497 524,12	4 978 835,19	518 688,93
428400001	PROV.PARTICIPATION.DES SALARIES DE	7 936 040,00	5 869 575,05	2 066 464,95
428600001	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	9 061 754,21	11 604 868,94	-2 543 114,73
438600001	ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYE	4 868 691,35	6 275 451,39	-1 406 760,04
438600002	CAP TAXE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	287 733 199,61	192 053 094,82	95 680 104,79
438600003	CHARGES A PAYER ORGANISM.SOCIAUX	1 731 528,30	1 330 137,44	401 390,86
438600004	CAP TAXE PROMOTION	3 565 224,00	5 014 082,25	-1 448 858,25
448600001	CHARGES FISCALES SUR REMUNERATIONS	483 528,23	802 425,38	-318 897,15
448600002	CHARGES A PAYER ETAT - TAXES DIVERS	4 359 950,74	1 049 882,32	3 310 068,42
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		325 237 440,56	228 978 352,78	96 259 087,78
TOTAL CHARGES A PAYER		396 571 623,98	311 832 473,57	84 739 150,41

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100001	CLIENTS TIERS - FACTURES A ETABLIR	2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 486 573			15,35
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		76 159 278
Distributions sur résultats antérieurs		30 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		46 159 278
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		17 267 167
	SOLDE	17 267 167
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		63 426 445

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	11 812 419	4 133 491	1 252 126	273 134	14 420 650
Provisions pour pensions	27 648 635	2 283 643		701 388	29 230 889
Autres provisions pour risques	6 800				6 800
TOTAL	39 467 854	6 417 134	1 252 126	974 522	43 658 339

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
Ventes de produits :	1 061 147 529		1 061 147 529	999 905 261	6,12 %
Services	222 656		222 656	53 100	319,31 %
TOTAL	1 061 370 185		1 061 370 185	999 958 361	6,14 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TOTAL		

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 889 134	19 951 181
Produits exceptionnels sur opérations en capital	180 507	36 540
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	21 069 641	19 987 721
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 488 732	19 334 605
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	629 126	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 117 858	19 334 605
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-48 217	653 116
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 401 084	7 151 371
Impôts sur les bénéfices	16 372 879	13 055 793
TOTAL DES PRODUITS	1 193 946 906	1 147 928 235
TOTAL DES CHARGES	1 176 679 789	1 126 528 341
BENEFICE OU PERTE	17 267 117	21 399 895

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	44 089 297	21 458 645	22 630 652
Résultat exceptionnel à court terme	-48 217	-23 468	-24 749
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-10 401 084	-5 062 298	-5 338 786
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	33 639 996	16 372 879	17 267 117

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	7 936 040
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	45 390 695
TOTAL ALLEGEMENTS	53 326 735
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-53 326 735

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen global	778	
Apprentis	11	
Handicapés	29	
TOTAL	818	

**Identite des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Roche Holding - Sach-4002 BALE (SUISSE)		160 000 000	100,00 %

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
institut Roche SAS	500 000	100	500 000		5 531 095
	1 273 351	1 500 000	500 000		1 705 142
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

HONORAIRES AUDIT LEGAL

*Le montant hors taxes des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à
137 925 euros pour l'exercice 2020.*

ROCHE

Société par actions simplifiée au capital de 38 168 895,55 euros
Siège social : 4 Cours de L'Ile Seguin, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
552 012 031 RCS NANTERRE

**DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
DU 29 JUIN 2021**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à 17 267 117,30 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	17 267 117,30 €
- A titre de dividendes	16 000 000,00 €
Soit 6,43 € par action	
- Le solde	1 267 117,30 €
En totalité au compte « autres réserves »	

Le dividende sera mis en paiement au siège social le 30 juin 2021.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 16 000 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2017 :
25 000 000 euros, soit 10,05 euros par titre.
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 25 000 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2018 :
30 000 000 euros, soit 12,06 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 30 000 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2019 :
30 000 000 euros, soit 12,06 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 30 000 000 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président

DocuSigned by:

BDA812059C4B402...



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

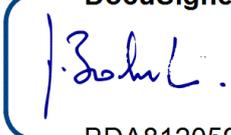
Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Roche S.A.S.

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Jean-François Brochard

President Roche pharma France

DocuSigned by:

BDA812059C4B402...

Exercice clos le 31 décembre 2020

Roche S.A.S.

4, Cours de l'Île Seguin - 92650 Boulogne-Billancourt

Ce rapport contient 42 pages

Référence : ERR-21-2-12



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Roche S.A.S.

Siège social : 4, Cours de l'Île Seguin - 92650 Boulogne-Billancourt

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'assemblée Générale de la société Roche S.A.S.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Roche S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

**Roche S.A.S.***Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges, les provisions pour dépréciation des clients et des stocks, ainsi que la présentation d'ensemble des états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Roche S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Roche S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 juin 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

**Elisabeth
Roumegoux-
Rouvelle**

Elisabeth Roumegoux-Rouvelle
Associée

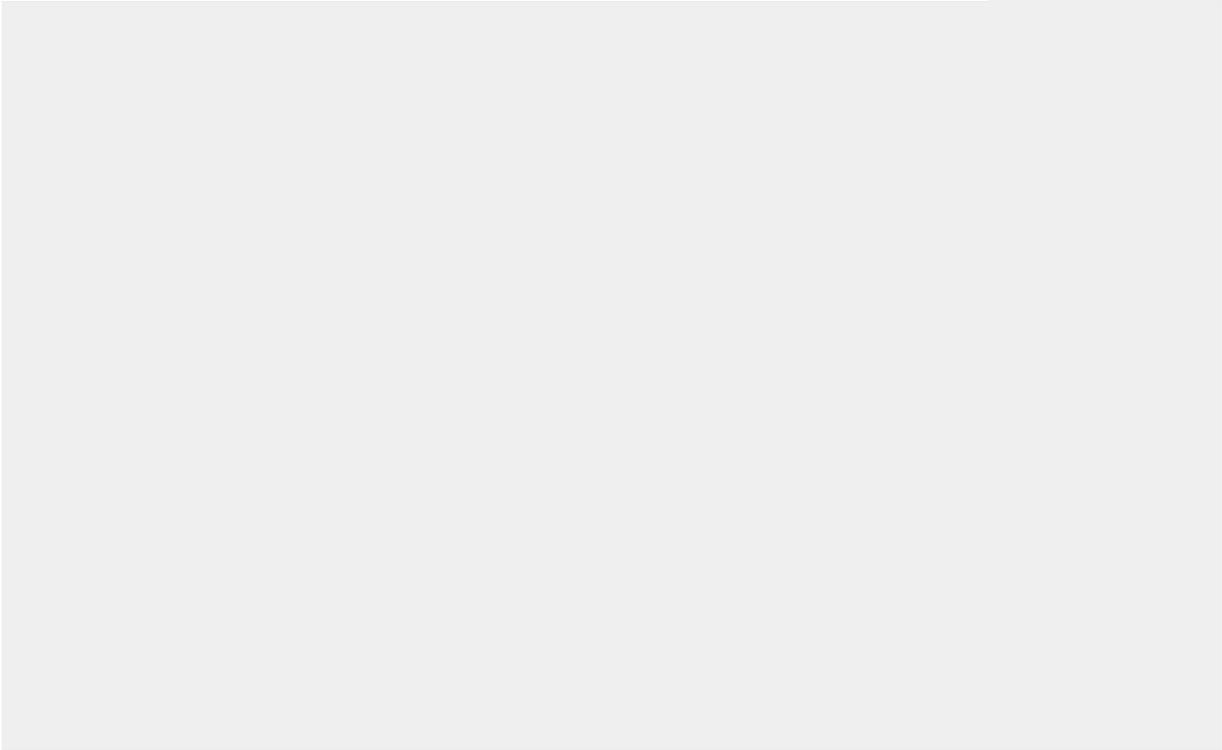
Signature numérique de
Elisabeth Roumegoux-Rouvelle
Date : 2021.06.21 11:29:20
+02'00'

ROCHE

4 Cours de l'Île Seguin

92650 BOULOGNE BILLANCOURT

Comptes au 31/12/2020



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits significatifs de l'exercice 2020	12
Evénements post clotures	16
Immobilisations	17
Eléments du fonds commercial	18
Amortissements	19
Tableau immobilisations	20
Provisions et dépréciations	21
Créances et dettes	22
Charges à payer	23
Produits à recevoir	24
Document	25
Composition du capital social	25
Variation des capitaux propres	26
Provisions pour risques et charges	27
Ventilation du chiffre d'affaires	28
Transfert de charges	29
Charges et produits exceptionnels	30
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	31
Situation fiscale différée et latente	32
Effectif moyen	33
Document	34
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	34
Filiales et participations	35
Honoraires CAC_2020	36

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 793 842	2 793 842		
Fonds commercial	66 647 869	63 047 864	3 600 005	8 641 313
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	69 481		69 481	69 481
Constructions	116 659	116 659		29 167
Installations techniques, matériel, outillage	22 246	22 246		
Autres immobilisations corporelles	9 553 236	397 060	9 156 176	2 210 084
Immobilisations en cours	2 797 237		2 797 237	737 051
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 000		10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 570 784		6 570 784	6 654 004
Autres immobilisations financières	1 728 637		1 728 637	4 127 575
ACTIF IMMOBILISE	90 309 990	66 377 670	23 932 320	22 478 676
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	256 410		256 410	19 908
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				1 630 648
Marchandises	188 349 442	3 359 993	184 989 449	180 274 910
Avances et acomptes versés sur commandes	1 779 768		1 779 768	2 953 176
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	170 867 772	2 452 478	168 415 294	177 781 067
Autres créances	247 458 667		247 458 667	220 013 474
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	3 963 346		3 963 346	2 488 883
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 618 480		4 618 480	1 554 832
ACTIF CIRCULANT	617 293 885	5 812 470	611 481 415	586 716 899
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	707 603 875	72 190 141	635 413 734	609 195 575

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 38 168 896)	38 168 896	38 168 896
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	134 869	134 869
Réserve légale	3 816 890	3 816 890
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4 038 623	12 638 728
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	17 267 117	21 399 895
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	63 426 395	76 159 278
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	14 420 650	11 812 419
Provisions pour charges	29 237 689	27 655 435
PROVISIONS	43 658 340	39 467 855
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4 493
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	25 479 125	26 111 127
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	158 948 501	218 204 063
Dettes fiscales et sociales	327 878 490	231 891 452
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 022 883	17 357 307
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	528 328 999	493 568 443
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	635 413 734	609 195 575

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	1 061 147 529		1 061 147 529	999 905 261
Production vendue de biens				
Production vendue de services	222 656		222 656	53 100
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 061 370 185		1 061 370 185	999 958 361
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			15 846 697	17 911 395
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 746 122	15 996 847
Autres produits			90 392 671	92 045 372
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 171 355 675	1 125 911 975
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			878 637 033	828 275 542
Variation de stock (marchandises)			-8 658 976	-12 907 493
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			439 096	102 253
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-429 149	-97 513
Autres achats et charges externes			106 356 803	126 719 216
Impôts, taxes et versements assimilés			42 494 381	34 711 971
Salaires et traitements			60 083 407	62 301 182
Charges sociales			28 190 691	25 667 184
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 352 281	1 834 332
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			5 041 308	5 041 308
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 629 140	2 948 417
Dotations aux provisions			5 849 031	8 390 514
Autres charges			1 741 279	1 792 478
CHARGES D'EXPLOITATION			1 126 726 324	1 084 779 390
RESULTAT D'EXPLOITATION			44 629 351	41 132 585
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 500 000	2 000 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			15 186	6 644
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			6 403	21 894
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 521 590	2 028 539
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			242 134	398 428
Intérêts et charges assimilées			1 817 084	1 786 965
Différences négatives de change			2 426	21 788
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 061 644	2 207 181
RESULTAT FINANCIER			-540 054	-178 643
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			44 089 297	40 953 942

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 889 134	19 951 181
Produits exceptionnels sur opérations en capital	180 507	36 540
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	21 069 641	19 987 721
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 488 732	19 334 605
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	629 126	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 117 858	19 334 605
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-48 217	653 116
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 401 084	7 151 371
Impôts sur les bénéfices	16 372 879	13 055 793
TOTAL DES PRODUITS	1 193 946 906	1 147 928 235
TOTAL DES CHARGES	1 176 679 789	1 126 528 341
BENEFICE OU PERTE	17 267 117	21 399 895

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES ET CONVENTIONS GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/20 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Nous appliquons depuis 2005 :

- le Règl. (GRC) n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs,
- le Règl. (GRC) n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs,

Règlement relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux :

L'application au 1^{er} janvier 2017 du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 n'a pas eu d'incidence sur les comptes au 31 décembre 2020..

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont été réévaluées.

Les titres de participation ont été enregistrés à leur coût d'acquisition et sont éventuellement dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité dès lors que la dépréciation est devenue permanente.

Nous retenons comme résultat exceptionnel la notion d'éléments extraordinaires. Nous nous sommes aidés des propositions du Conseil National de la Comptabilité et de la recommandation de l'OECCA à ce sujet, visant toutes deux à rattacher les produits et les charges, bien qu'exceptionnels, aux opérations d'exploitation si leur caractère ordinaire prévaut.

2. PERMANENCE OU CHANGEMENTS DE METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. INTEGRATION FISCALE

Roche S.A.S. est la société tête de groupe d'intégration fiscale formé avec la société Institut Roche S.A.S. En vertu de la convention d'intégration fiscale, chaque entité est placée dans la situation qui aurait été la sienne sans intégration fiscale.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

4. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état pour l'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'utilisation retenues à compter du 1er janvier 2007 sont les suivantes :

Agencements, aménagements terrain :	120 mois
Bâtiments :	300 mois
Agencements, aménagements des bâtiments :	120 mois
Installations techniques :	180 mois
Matériel :	120 mois
Véhicules :	60 mois
Autres véhicules :	96 mois
Matériel de bureau :	72 mois
Matériel informatique :	36 mois
Matériel informatique périphérique :	72 mois
Mobilier :	120 mois

TITRES IMMOBILISES

L'évaluation des titres en portefeuille est conduite en valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES IMMOBILISEES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évaluées en général à leur valeur nominale.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire d'achat moyen pondéré. Les stocks ont le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change utilisé par le groupe.

Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écart de conversion actif ou passif.

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Au 31/12/20, aucun écart de conversion actif ou passif n'a été constaté dans les comptes.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier est susceptible de donner lieu.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés au compte de résultat.

* Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues :

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle.

Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées au prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème le plus favorable pour les salariés, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique, et du salaire en fin de carrière.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour les indemnités de fin de carrière sont :

- Taux d'actualisation 1,00%
- Taux d'inflation long terme 1,30%
- Table de mortalité INSEE TD/TV 2014-2016
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 2,50%
- Type de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 47,10%
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux ci-dessus ont été acquis auprès de Roche Diagnostics en 2003 et auprès de la société Intermune en 2015 et concernent l'activité de ventes de produits pharmaceutiques. Ils font l'objet d'un amortissement annuel sur la durée prévue d'exploitation des spécialités pharmaceutiques.

Cette durée étant finie et prévisible, l'application du règlement 2015-06 de l'ANC n'a pas eu d'incidence sur le traitement comptable de ces fonds commerciaux qui continuent à être amortis sur une durée de 16 ans.

Par ailleurs la société apprécie chaque année s'il existe des facteurs de perte de valeur. En cas de perte de valeur jugée durable, une dépréciation est constituée pour la différence entre la valeur nette comptable du fonds et sa valeur d'utilité.

La dotation aux amortissements comptabilisée au titre de l'exercice 2020 s'élève à 5Me amenant l'amortissement cumulé à 63 M€.

Aucun indice de dépréciation n'a été identifié par la société au 31 décembre 2020.

Faits marquants de l'exercice 2020

Les faits marquants de l'exercice ont été les suivants :

1.1 Evolution des plans de réorganisation au cours de l'exercice

En application du contrat de distribution entre la société et le groupe, les frais de restructurations sont intégralement refacturés au Groupe à l'exception du plan « Next ». (INTERMUNE)

Les charges correspondant à ces plans sont reclassées en charges exceptionnelles et les refacturations au groupe en produits exceptionnels.

Les plans en cours au 31 décembre 2020 sont les suivants :

Plan de cessation des activités de promotion en direction des Médecins Généralistes mis en place en 2010 (OPEX):

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0.7 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan a été doté de 0,4 millions d'euros supplémentaires en 2020.

Le plan s'élevait à 52 millions d'euros dont 0,6 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Fermeture du site de Strasbourg :

Dans le cadre de la restructuration des activités de recherche précoce du groupe Roche, le site de Strasbourg a été fermé le 31 juillet 2013. Les conséquences financières négatives résultant de la cessation de l'activité sont intégralement refacturées au groupe.

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0.12 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 10.5 qui a été pleinement utilisé en 2020

Réorganisation des forces de vente (One Europe) :

Au cours de l'année 2013, une réorganisation du terrain a été menée, visant à rationaliser l'organisation des forces de vente. Le 15 Octobre 2013, un accord a été signé avec les organisations syndicales sur cette nouvelle organisation, validant les mesures envisagées de Cessation Anticipée d'Activité et de départs volontaires. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Par rapport à la valeur de clôture à fin 2019, en 2020 une nouvelle dotation de 1,7 million était nécessaire de laquelle 0.8 millions d'euros était refacturées au groupe sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 29 millions d'euros dont 1.3 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Réorganisation au siège (Next I) en janvier 2015 :

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros, dont 5 millions seront à prendre en charge par la société Roche. Les 5 millions à prendre en charge par Roche ont été atteints et ce plan a été refacturé en fin d'année 2017.

Par rapport à la valeur de clôture 2019 (0,9 million d'euros), une dotation supplémentaire de 1 million était nécessaire en 2020, dont 0,56 million était refacturées au groupe.

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros dont 1,4 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Redéploiement des ressources terrain (Next II) :

En décembre 2014, un projet de redéploiement des ressources terrain a été annoncé aux partenaires sociaux pour une mise œuvre Mai 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 3.2 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 33 millions d'euros dont 6,4 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2020.

Externalisation de l'activité de monitoring (Sourcing Strategy) :

En avril 2014, le Groupe a décidé de choisir Quintiles comme unique prestataire et de lui confier l'ensemble des activités de monitoring. Ce projet a été mis en œuvre en février 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,57 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan a été doté de 0,2 millions d'euros supplémentaires en 2020.

Le plan s'élevait à environ 6 millions d'euros dont 0,7 million d'euros reste à engager au 31/12/2020.

Redéploiement de l'activité logistique et externalisation des activités su site de distribution de Rosny en 2015 :

Le groupe a décidé de choisir Movianto comme prestataire et de lui confier l'activité logistique qui était gérée par le site de Rosny. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 1,3 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 21 millions d'euros dont 2,2 millions d'euros reste à engager au 31/12/2020.

Réorganisation au siège : « GRP66 » :

Au cours du dernier trimestre 2017, Roche a décidé de revoir sa structure organisationnelle et ses ressources afin d'adapter l'entreprise aux nouveaux enjeux de la santé en la dotant des compétences nécessaires pour construire la santé de demain.

Au 31 décembre 2017, le montant de ces mesures a été estimé à 146 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe. Le plan a été doté de 4,6 millions d'euros supplémentaires en 2018.

Au 31.12.2020, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 13 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 150 millions d'euros dont 13.4 millions d'euros reste à engager au 31/12/2020.

RAMP : « GRP18 »

C'est le plan de restructuration pour le transfert des activités de comptabilité du site français vers le SSC en Hongrie. Les coûts qui seront engagés à ce titre seront entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2020.

1.2 Clause de sauvegarde :

Depuis 2015, l'industrie pharmaceutique est soumise à une nouvelle contribution dont le calcul intrinsèque est partiellement basé sur l'atteinte d'un objectif collectif de limitation des dépenses liées au médicament, rendant l'estimation de cette contribution particulièrement difficile.

Suite à une évaluation par un cabinet indépendant courant 2020, la provision pour couvrir cette contribution a été arrêtée dans les comptes à 5 millions d'euros, soit un montant identique à 2019.

1.3 Immeuble Angle :

La Société a emménagé dans son nouveau siège social le 2 octobre 2020.

Suite à la crise sanitaire liée à la Covid 19, les travaux ont été interrompus quelques mois, puis freinés par les mesures de protection prises sur le site. Le montant des travaux et des achats de matériels et mobiliers réalisés à l'Angle en 2020 s'élèvent à 12 millions d'euros.

Le bail du siège social précédent a pris fin le 31 août 2020. Une indemnité transactionnelle de 5 millions d'euros a été versée en mars 2020 au bailleur GECINA. Cette indemnité de sortie, refacturée au groupe est donc sans incidence sur le compte de résultat 2020 de la société.

1.4 Charges constatées d'avance :

Les charges constatées d'avance sont liées au report des dépenses de congrès pour 0,7 millions d'euros suite à la crise sanitaire du Covid 19 et aux commandes de médicaments en transit pour 3,9 millions d'euros.

1.5 Litige « Avastin » devant l'Autorité de la Concurrence

L'Autorité de la Concurrence (ADLC) a adressé ses griefs à la société Roche, Genentech et Hoffmann-la Roche (Groupe Roche) et Novartis en date du 24 janvier 2019. Roche et Genentech sont suspectés par l'ADLC d'abus de position dominante collective sur le marché français du traitement de la DMLA. Le Groupe Roche a répondu aux griefs en date du 1er avril 2019.

Le 9 septembre 2020, l'Autorité de la Concurrence a notifié à Roche France, Genentech et Roche Holding, leur condamnation conjointe et solidaire à payer une amende de 59 748 726 €.

L'amende a été intégralement payée par le groupe Roche.

Le 15 octobre 2020, le groupe Roche a introduit un recours contre cette décision et a déposé le 27 novembre 2020 son mémoire à l'appui de l'appel.

La décision de la Cour sur cet appel est attendue au cours du 1^{er} semestre 2022.

Le Ministère de l'Economie n'ayant pas interjeté appel de la décision de condamnation du 9 septembre 2020 de l'Autorité de la Concurrence, l'amende en appel ne pourra être révisée qu'à la baisse et ne pourra donc pas être augmentée.

Depuis le 31 décembre 2020, date de clôture du dernier exercice, il est à noter :

La société s'est vu notifier le 12 février 2021, une vérification de comptabilité de l'ensemble de ses déclarations fiscales, ainsi que de toute opérations susceptibles d'être examinée, portant sur la période du 1/1/2018 au 31/12/2019, ainsi que sur le crédit d'impôt recherche de 2017. Le contrôle fiscal est en cours depuis le 15 mars 2021.

La migration de certaines activités relatives au département finance au SSC de Roche à Budapest à compter du 10 décembre 2020 à engendrer une restructuration. Les coûts qui seront engagés à ce titre seront entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2020.

La poursuite de la crise sanitaire liée à la Covid 19 devrait avoir pour Roche, en 2021 comme en 2020, un impact limité sur l'activité de la filiale Ces impacts seront appréhendés au fur et à mesure de l'évolution de la situation. La campagne de vaccination massive devrait permettre de mettre un terme à la crise sanitaire au troisième trimestre 2021.

La crise sanitaire et son évolution sur les mois à venir n'a pas d'impact à ce jour sur la trésorerie de la société et sur la continuité de son exploitation.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 445 548		3 837
Terrains	69 481		
	Dont composants		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	168 754		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	154 127		
Installations générales, agenc., aménag.	10 246 715		5 267 672
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 052 909		3 901 983
Immobilisations corporelles en cours	737 051		11 472 591
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 429 037		20 642 246
Autres participations	10 000		
Prêts et autres immobilisations financières	10 781 580		334 272
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 791 580		334 272
TOTAL GENERAL	98 666 165		20 980 354

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		7 674	69 441 711	
Terrains			69 481	
Constructions, installations générales, agenc.		52 095	116 659	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		131 881	22 246	
Installations générales, agencements divers		10 246 715	5 267 672	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 669 328	4 285 564	
Immobilisations corporelles en cours		9 412 405	2 797 237	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		26 512 424	12 558 859	
Autres participations			10 000	
Prêts et autres immobilisations financières		2 816 431	8 299 421	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 816 431	8 309 421	
TOTAL GENERAL		29 336 529	90 309 990	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 797 678		3 837	2 793 841
Constructions installations générales, agenc., aménag.	139 586	7 586	30 514	116 658
Installations techniques, matériel et outillage industriels	154 127		131 881	22 246
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 235 457	1 843 614	10 980 866	98 206
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 854 082	501 079	6 056 307	298 853
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 383 253	2 352 280	17 199 569	535 964
TOTAL GENERAL	18 180 932	2 352 280	17 203 406	3 329 806

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exer.	Acquisitions	Virem	Cession	Fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	69 445 547	3 837		7 674	69 441 710
Terrains	69 480				69 480
Const. Install. générales, agenc., aménag	168 753			52 094	116 658
Install. techniques, matériel et outillage ind.	154 127			131 881	22 246
Installations générales, agenc., aménag.	10 246 715	5 267 672		10 246 715	5 267 672
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 052 908	3 901 983		6 669 327	4 285 564
Immobilisations corporelles en cours	737 050	11 472 590		9 412 404	2 797 236
Sous-total : immobilisations corporelles	18 429 033	20 642 245	-	26 512 421	12 558 856
Autres participations	10 000				10 000
Prêts et autres immobilisations financières	10 781 579	334 271		2 816 430	8 299 420
Sous-total : immobilisations financières	10 791 579	334 271	-	2 816 430	8 309 420
Total général :	98 666 159	20 980 353	-	29 336 525	90 309 986

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	11 812 419	3 578 308	970 077	14 420 650
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	27 648 635	2 270 723	688 468	29 230 889
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	6 800			6 800
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	39 467 855	5 849 031	1 658 546	43 658 340
Dépréciations immobilisations incorporelles	58 006 556	5 041 308		63 047 864
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	652 743	4 216 783	1 509 534	3 359 993
Dépréciations comptes clients	2 420 115	412 357	379 994	2 452 478
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	61 079 414	9 670 448	1 889 528	68 860 334
TOTAL GENERAL	100 547 269	15 519 479	3 548 074	112 518 674
Dotations et reprises d'exploitation		15 277 345	3 548 074	
Dotations et reprises financières		242 134		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 570 784	268 488	6 302 296
Autres immobilisations financières	1 728 637	1	1 728 636
Clients douteux ou litigieux	1 597 439	1 597 439	
Autres créances clients	169 270 333	169 270 333	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 000	9 000	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	3 778 380	3 778 380	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 055 424	1 055 424	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	241 250 563	241 250 563	
Débiteurs divers	1 365 301	1 365 301	
Charges constatées d'avance	4 618 480	4 618 480	
TOTAL GENERAL	431 244 339	423 213 408	8 030 932
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	303 399		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	386 620		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	25 479 125	5 508 493	19 970 632	
Fournisseurs et comptes rattachés	158 948 501	158 948 501		
Personnel et comptes rattachés	22 495 318	22 495 318		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	299 247 265	299 247 265		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	92 369	92 369		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	6 043 538	6 043 538		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	16 022 883	16 022 883		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	528 328 999	508 358 368	19 970 632	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	23 811 307			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	24 443 309			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100021	SAP - FACTURES NON PARVENUES ATT/AJ	48 513,60		48 513,60
408100023	SAP - FACTURES NON PARVENUES FNP	210,00	28,94	181,06
408100099	FACTURES NON PARVENUES GL	57 335 671,12	68 081 920,27	-10 746 249,15
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		57 384 394,72	68 081 949,21	-10 697 554,49
AUTRES DETTES				
419800001	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	-463 261,86	466 348,86	-929 610,72
419800002	PROVISION D'ESCOMPTE CLIENTS TRADE	609 353,63	208 292,03	401 061,60
419800003	PROVISION RRRRA CLIENTS TRADE	10 961 195,13	10 707 157,79	254 037,34
468600001	CHARGES A PAYER - DIVERS	2 733 408,00	3 583 839,56	-850 431,56
468600016	Charges à payer locations - IFRS16	109 093,80	-193 466,66	302 560,46
TOTAL AUTRES DETTES		13 949 788,70	14 772 171,58	-822 382,88
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200001	PROVISIONS POUR CONGES PAYES	5 497 524,12	4 978 835,19	518 688,93
428400001	PROV.PARTICIPATION.DES SALARIES DE	7 936 040,00	5 869 575,05	2 066 464,95
428600001	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	9 061 754,21	11 604 868,94	-2 543 114,73
438600001	ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYE	4 868 691,35	6 275 451,39	-1 406 760,04
438600002	CAP TAXE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	287 733 199,61	192 053 094,82	95 680 104,79
438600003	CHARGES A PAYER ORGANISM.SOCIAUX	1 731 528,30	1 330 137,44	401 390,86
438600004	CAP TAXE PROMOTION	3 565 224,00	5 014 082,25	-1 448 858,25
448600001	CHARGES FISCALES SUR REMUNERATIONS	483 528,23	802 425,38	-318 897,15
448600002	CHARGES A PAYER ETAT - TAXES DIVERS	4 359 950,74	1 049 882,32	3 310 068,42
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		325 237 440,56	228 978 352,78	96 259 087,78
TOTAL CHARGES A PAYER		396 571 623,98	311 832 473,57	84 739 150,41

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100001	CLIENTS TIERS - FACTURES A ETABLIR	2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 645 720,76	15 079 569,34	-12 433 848,58

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 486 573			15,35
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		76 159 278
Distributions sur résultats antérieurs		30 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		46 159 278
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		17 267 167
	SOLDE	17 267 167
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		63 426 445

Provisions pour risques et
charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	11 812 419	4 133 491	1 252 126	273 134	14 420 650
Provisions pour pensions	27 648 635	2 283 643		701 388	29 230 889
Autres provisions pour risques	6 800				6 800
TOTAL	39 467 854	6 417 134	1 252 126	974 522	43 658 339

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
Ventes de produits :	1 061 147 529		1 061 147 529	999 905 261	6,12 %
Services	222 656		222 656	53 100	319,31 %
TOTAL	1 061 370 185		1 061 370 185	999 958 361	6,14 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TOTAL		

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 889 134	19 951 181
Produits exceptionnels sur opérations en capital	180 507	36 540
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	21 069 641	19 987 721
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 488 732	19 334 605
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	629 126	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 117 858	19 334 605
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-48 217	653 116
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 401 084	7 151 371
Impôts sur les bénéfices	16 372 879	13 055 793
TOTAL DES PRODUITS	1 193 946 906	1 147 928 235
TOTAL DES CHARGES	1 176 679 789	1 126 528 341
BENEFICE OU PERTE	17 267 117	21 399 895

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	44 089 297	21 458 645	22 630 652
Résultat exceptionnel à court terme	-48 217	-23 468	-24 749
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-10 401 084	-5 062 298	-5 338 786
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	33 639 996	16 372 879	17 267 117

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	7 936 040
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	45 390 695
TOTAL ALLEGEMENTS	53 326 735
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-53 326 735

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen global	778	
Apprentis	11	
Handicapés	29	
TOTAL	818	

**Identite des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Roche Holding - Sach-4002 BALE (SUISSE)		160 000 000	100,00 %

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
institut Roche SAS	500 000	100	500 000		5 531 095
	1 273 351	1 500 000	500 000		1 705 142
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

HONORAIRES AUDIT LEGAL

*Le montant hors taxes des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à
137 925 euros pour l'exercice 2020.*